Deuxième Année. — Numéro 158. CINQ CENTIMES *Samedi 6 Juin 1896*

L'ÉGALITÉ
de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
NORD et Départements limitrophes	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS	5 fr. 50	12 fr.	22 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES
ON REÇOIT LES ANNONCES { A ROUBAIX, 93, Grande-Rue. A TOURCOING, 12, Rue Desurmont. A LILLE, 28, Rue de Fives.

AUX ÉLECTEURS
du Canton Sud de Lille

Electeurs, debout !
Debout, les Ouvriers et Employés !
Debout, le Commerçants !
Debout les Petits fonctionnaires !
Debout tous les exploités, tous les malheureux tous les opprimés !
Debout pour la liberté et pour la justice, pour le bonheur et pour l'égalité !

OUVRIERS,
Souvenez-vous des luttes soutenues par vos élus socialistes au Conseil général et des coalitions formées *contre vous* par les bourgeois de l'opportunisme et de la réaction.

EMPLOYÉS,
Songez que les difficultés de l'existence vont pour vous s'accroissant chaque jour, et que la société capitaliste vous réserve pour demain, avec le chômage et les salaires dérisoires, le sort des plus malheureux prolétaires.

PETITS COMMERCANTS
Vous êtes écrasés par les grands magasins, pillés par la banque et dévalisés par la Haute Finance. La gêne est à votre maison, la faillite est à votre porte ! et s'inclinant devant le Sénat, vos représentants républicains et réactionnaires, ont refusé d'augmenter les patentes de vos tout puissants concurrents.

PETITS FONCTIONNAIRES,
L'Etat est votre patron et la République opportuniste a fait de vous les plus [illegible] des prolétaires.
Vos salaires sont ridicules, votre existence est misérable, et comme si ce n'était pas assez de vous refuser le nécessaire, on opprime encore vos consciences et on veut que vous pensiez, que vous votiez comme votre maître !
Les socialistes ont réclamé pour vous la liberté, les autres vous l'ont refusée !

ÉLECTEURS,
Tous les régimes qui se sont succédés ont exploité les faibles, opprimé les petits et [illegible] les puissants.
[illegible]

Votez pour le citoyen Devernay

A bas la République capitaliste
Vive la République sociale

LE PARTI OUVRIER.

INFORMATIONS
(Par Service Spécial)

CONSEIL DE CABINET
Paris, 4 juin.

Les ministres se sont réunis [illegible] en Conseil de Cabinet, au ministère de l'agriculture, sous la présidence de M. Méline.

LA RÉFORME DE L'IMPOT DIRECT

Le Conseil a examiné et arrêté définitivement le texte du projet de loi relatif aux impôts directs et aux taxes y assimilées pour l'exercice 1897.
Le projet de loi sera déposé aujourd'hui sur le bureau de la Chambre.

LE CAS DE L'INTENDANT GÉNÉRAL BARATIER

Le ministre de la guerre a fait connaître qu'il a infligé un blâme à l'intendant général Baratier pour une lettre publiée dans la *France militaire*.

LES SAUTERELLES
Alger, 4 juin.

Une épouvantable invasion de criquets vient de dévaster les environs d'Oran. Les récoltes sont gravement compromises. La préfecture s'est montrée d'une incurie complète.
L'autorité militaire a refusé d'accorder le concours de la troupe et des condamnés militaires. L'inertie et l'imprévoyance de l'administration ont été rellement honteuses.

LE NOUVEAU FUSIL
Paris, 4 juin.

Nous apprenons qu'au ministère de la guerre, on se préoccupe depuis quelque temps de la transformation de l'armement de l'infanterie. Le fusil Lebel disparaîtrait [illegible]ment. On étudie un nouveau fusil sans chargeur qui serait du calibre de 6 millimètres et demi.
Le coût du nouvel armement de notre infanterie ne dépasserait pas 120 millions de francs pour 3 millions de fusils.
On sait déjà que différentes pièces d'artillerie de campagne sont à l'étude.

A MADAGASCAR
Paris, 4 juin.

La bande de Fahavalos qui a déjà assassiné trois Français à quarante kilomètres de la capitale, se serait emparée de la route de Fianarantsoa et aurait coupé les communications avec Tananarive.
L'autorité militaire, qui aurait été requise par la résidence générale de fournir une escorte à un convoi à diriger sur Fianarantsoa, aurait déclaré ne pouvoir déférer à cette réquisition avant l'arrivée des troupes de relève.
On constate que, depuis l'occupation française, le nombre des blancs assassinés s'élève à treize. On s'accorde à penser que certains personnages de la cour ne sont pas étrangers à cette recrudescence d'attentats contre les personnes.

LES AFFAIRES DE CRÈTE
Londres, 4 juin.

De Constantinople au *Times* :
« Les ambassadeurs des six puissances ont présenté des observations à la Porte au sujet des massacres de Crète en faisant remarquer que si les massacres de [illegible] continuaient, ils auraient pour effet de liguer l'Europe contre la Turquie. »
Dépêche d'Athènes au *Times* :
« Les Turcs ont détruit un grand nombre de maisons dans les villages de Galata, de Mourmi et de Baratio. »

TERRASSIERS EN GRÈVE
Arras, 4 juin.

Une grève vient d'éclater parmi les ouvriers terrassiers employés aux travaux de la nouvelle gare d'Arras. Les grévistes, au nombre d'une centaine, réclament une augmentation de salaire de quatre centimes par heure, en raison du surcroît de travail qui leur est, disent-ils, imposé.
Aucun incident n'est à signaler.

LA CATASTROPHE DE NIMES
Paris, 4 juin.

Le bureau du conseil général de la Seine a décidé d'envoyer un secours de 500 fr. aux victimes de l'explosion du puits Fontanes, à Alais.

Alais, 4 juin.

Aussitôt son arrivée le ministre des travaux publics a recueilli tous les renseignements concernant la catastrophe. Il est presque certain qu'elle a été causée par un coup de grisou [illegible]
L'explosion [illegible] nouveau [illegible] paraît très grande. Les victimes laissent [illegible] orphelins.
[illegible]

LA MISERE EN ITALIE
[illegible]

Une grande misère règne dans certains points de la Romagne. A [illegible] la population a parcouru les rues [illegible] La troupe intervint [illegible] il y a eu beaucoup de blessés et de nombreuses arrestations.

UNE INTERPELLATION
Paris, 4 juin.

Le bruit a couru dans la soirée qu'une ou plusieurs interpellations allaient être adressées [illegible] Ministre de la marine au sujet de la situation de l'artillerie de la flotte. On citait notamment M. [illegible] député [illegible] des résultats obtenus [illegible]

DRAME DANS UNE PRISON
[illegible]

[illegible]

LE MARECHAL CAMPOS
Madrid, 4 juin.

Le gouvernement a décidé d'empêcher une rencontre entre Campos et Borrero. Il les a mis aux arrêts jusqu'à nouvel ordre. Borrero refuse toute rétraction et serait disposé à démissionner comme commandant de corps d'armée.

LES ITALIENS EN AFRIQUE
Asmara, 4 juin.

Le 1er juin, on a enseveli sur le champ de bataille d'Adoua 901 cadavres de soldats blancs et 144 d'indigènes. Il a été absolument impossible d'établir leur identité parce qu'ils étaient entièrement dépouillés.

Massaouah, 4 juin.

Le corps du général Dabormida a été retrouvé sur le champ de bataille d'Adoua.

UNE PANIQUE A BORD
Berlin, 4 juin.

Le chauffeur d'un petit steamer promenant 250 écoliers sur le lac Cremmen est devenu subitement fou, il a déclaré qu'il allait faire sauter le navire. Une panique se produisit et des accidents seraient certainement survenus si un garde-chasse n'avait réussi à maîtriser le chauffeur.

L'ÉLECTION DE DIMANCHE

Encore quelques heures et les électeurs du canton sud de Lille seront appelés à nommer un conseiller général.
Cette élection partielle a pour objet de pourvoir au remplacement de M. Grandel, démissionnaire.
M. Grandel avait été élu, en 1892, par 1954 voix contre 1595 à notre ami Ghesquière.
Il y a quatre ans de cela !
L'an dernier, c'est-à-dire trois ans plus tard, une élection eut lieu dans ce *même canton*, pour le Conseil d'arrondissement.
M. Deplanque, opportuniste, fut élu par 2143 voix contre 1904 au citoyen Bergot et 480 à M. Roussel, clérical.
Enfin, aux élections municipales du 10 mai dernier, pendant que M. Barrois, candidat le plus favorisé de la coalition opportuno-réactionnaire, obtenait 2484 voix, notre ami Ghesquière, candidat le plus favorisé de l'Alliance Républicaine-Socialiste, en réunissait *2[illegible] cinquante-quatre*.
Ces chiffres parlent d'eux-mêmes assez haut : ils sont une constatation suffisamment frappante des progrès [illegible] que l'idée républicaine et socialiste a faits, en quatre ans, dans le canton sud de Lille pour que nous ne doutions pas un seul [illegible] notre ami Devernay [illegible] M. Gronier [illegible]
Nous savons bien que toutes les forces bourgeoises, — opportunistes réactionnaires et cléricales ; que tous **les organes bourgeois depuis le *Progrès* jusqu'à la *Croix*, en passant par** l'*Echo* et la *Dépêche*, se sont unis pour barrer la route au collectivisme — au Parti Ouvrier, dont le citoyen [illegible] Devernay est le porte-drapeau.
[illegible]
Ils ont compris, ceux-là, combien funeste serait pour leur réputation politique, le patronage des cléricaux et des réactionnaires et, quelque désir qu'ils eussent d'entrer au Conseil Général, ils ont sacrifié leur ambition à leur considération républicaine. Ils ont résisté à ce vertige que Jupiter, d'après Euripide, répand sur ceux qu'il veut perdre !
Dans quelques heures, M. Gronier-Darragon regrettera amèrement de n'avoir pas imité leur prudente réserve. Il sera trop tard !
Si encore le candidat de la coalition opportuno-cléricale apportait un programme, se réclamait d'une doctrine... Mais non, il se borne à déclarer que depuis vingt ans il habite Moulins-Lille — regrettant sans doute mentalement de n'y être pas né !
Qu'en regard de sa lettre aux électeurs, on place maintenant les déclarations si nettes, si catégoriques, si loyales de Devernay.
Le candidat du Parti ouvrier déploye fièrement son drapeau. Il se proclame hautement républicain et socialiste. Il dit, sans ambages, ce qu'il est, d'où il vient et où il veut aller.
Il est collectiviste ;
Il sort des rangs du peuple travailleur ;
Et c'est vers la République Sociale avec toutes ses conséquences économiques et politiques que, depuis des années déjà, tendent tous ses efforts.
M. Gronier-Darragon a été, au contraire, jusqu'à la fin, le satellite obscur de M. Gery-Legrand.
Devernay, lui, depuis plus de douze ans, n'a cessé de lutter contre les hommes de l'ancienne municipalité et si les électeurs du canton sud ont contribué, pour la large part que nous indiquons en commençant, à couronner ses efforts, ce n'est vraisemblablement pas pour le démentir à quelques jours d'intervalle en choisissant, comme représentant au Conseil Général, un homme qui, par son silence, sinon par ses actes, s'est rendu étroitement solidaire de tous les méfaits de l'administration disparue.
Mais en dehors de ces considérations dont les adversaires de Devernay contesteront difficilement l'importance, il en est une autre qui les domine et devant laquelle les personnalités disparaissent.
En acceptant le patronage de la réaction et du cléricalisme, M. Gronier-Darragon a déserté le drapeau républicain. C'est ce drapeau que Devernay défend ; c'est pour que ce drapeau reste insouillé que Devernay lutte.
Les électeurs du canton-sud lui en seront reconnaissants et, dimanche, son nom sortira triomphant des urnes, pour la plus grande confusion des faux républicains, des réactionnaires et des cléricaux.

G. SIAUVE-EVAUSY.

RECTIFIONS

L'*Echo du Nord* veut bien s'occuper des discussions du groupe socialiste de la Chambre. De cela il est libre et nous ne le chicanerions pas si pour tromper l'opinion, il ne prêtait aux socialistes — aux socialistes du Parti ouvrier surtout — des intentions qu'ils n'ont pas.
Dans son horreur de la vérité, notre confrère lillois pu[illegible] ces phrases [illegible] celles ci :
« Les collectivistes — tous ceux qui marchent derrière M. Jules Guesde, les membres du Parti ouvrier de Lille, notamment — se sont affirmés partisans résolus *de la suppression de la propriété individuelle, de la petite propriété.* »
Et plus loin il ajoute :
« Voilà les paysans, les petits propriétaires, les ouvriers qui ont amassé quelques économies prévenus. Ils savent désormais que, si les socialistes arrivent au pouvoir, le premier soin sera de mettre la main sur leurs terres, sur leurs biens, et de les confisquer. »
Autant de mots, autant d'erreurs, autant de calomnies pourrions-nous dire.
Nous n'avons pas le compte-rendu détaillé des discussions de mercredi, au Groupe socialiste parlementaire, mais nous pouvons affirmer que nulle part les socialistes du Parti ouvrier — et à plus forte raison notre ami Jules Guesde — se sont déclarés les partisans résolus de la suppression de la propriété individuelle, de la petite propriété.
Nous n'avons pas à songer à détruire la propriété individuelle. La société capitaliste elle même, — si chère pourtant à l'*Echo* — s'est depuis longtemps déjà chargée de cette œuvre de mort.
Est ce que, grâce au développement du machinisme et à la concentration des capitaux, ne disparaissent pas quotidiennement, au profit des grands bazars, les grandes exploitations industrielles, les petites boutiques et les petits magasins.
De cette transformation, les socialistes du Parti ouvrier ne sont pas responsables. La volonté des hommes n'est d'ailleurs pour rien en cela.
Les socialistes du Parti ouvrier constatent les phénomènes économiques, ils les étudient, remontent à leur origine, les suivent dans leur développement, en tirent des conclusions sans parti-pris aucun et ils constatent que la propriété individuelle se trouve de plus en plus absorbée par la propriété capitaliste.
Il n'est au pouvoir de personne d'empêcher cette évolution et c'est pourquoi, il est puéril de nous accuser d'être partisans de la suppression de la propriété individuelle.
Nos adversaires — et en particulier l'*Echo du Nord*, — nous calomnient donc en mettant à notre charge des choses dont est responsable le régime capitaliste qu'ils soutiennent si résolument.

Charles VÉRECQUE.

NOUVEAUX GENRES D'ESCROCS
Paris, 4 juin.

On signale à la Sûreté générale de nouvelles bandes d'escrocs opérant en ce moment dans les régions agricoles.
Ces individus se présentent chez les commerçants en se qualifiant d'employés de l'administration des finances, et comme tels chargés de les informer qu'on passera chez eux pour changer les monnaies n'ayant plus cours légal ou mises hors circulation.
Ils leur font acheter, moyennant 28 centimes, le tableau des pièces à conserver.
D'autres se déclarant contrôleurs du fisc ont imaginé d'imposer aux petits débitants un carnet sur lequel ceux-ci doivent inscrire les achats de jeux de cartes.
Une notice renfermant le signalement général de ces malfaiteurs va être transmise à la gendarmerie et aux commissaires cantonaux de police.

UNE GRÈVE PATRONALE
Salaires dérisoires. — Le rôle des syndicats. — Ouvriers et patrons. — Solidarité capitaliste — 15.000 ouvriers affamés.

Une grave nouvelle nous arrive de Limoges. Les ouvriers porcelainiers de cette ville, trouvant insuffisant le salaire quotidien de [illegible], avaient décidé de s'adresser à M. Guérin, patron occupant [illegible] cents ouvriers, pour [illegible] une légère augmentation.
[illegible] dre à ses [illegible] exploités [illegible] question au syndicat des patrons qui, après délibération, décidèrent de [illegible] avec leur co-exploiteur.
A la suite des décisions prises [illegible] ganisation créée en vertu de la [illegible] ment libérale de 1884, la [illegible] fut affichée dans toutes les [illegible] porcelaines de Limoges :
Union des fabricants de porcelaine
En raison des difficultés créées à la maison Guérin par son personnel, les ouvriers porcelainiers et manœuvres sont informés que la fabrique sera fermée le jeudi 11 du courant.
C'est la première fois que les [illegible] français ont [illegible]
[illegible]

Limoges, 4 juin.

Les délégués du Syndicat des fabricants de porcelaine ont eu dans la matinée une entrevue avec le maire [illegible]
Ils ont maintenu énergiquement leur résolution de fermer les fabriques si les ouvriers ne reprennent pas le travail aux anciennes conditions.
Néanmoins, sur les instances du citoyen [illegible] ils ont consenti à consulter leurs collègues avant de prendre une résolution définitive.

Les Révolutionnaires Italiens
Paris, 4 juin.

Un télégramme de Tunis, en date d'hier soir, adressé à un de nos amis, nous annonce l'évasion, le débarquement et l'arrestation à Tunis de six condamnés politiques italiens.
C'est de l'île de Favigna qu'ont pu s'échapper les « coatti », maintenus par le cabinet Rudini dans l'enfer où les avait plongés le misérable Crispi. Tous les six sont des révolutionnaires éprouvés, sur lesquels la monarchie italienne a épuisé ses rigueurs. Parmi eux se trouvent les citoyens Palla et Pezzi, bien connus des militants de la cause socialiste.
Après une traversée heureuse, la petite embarcation dans laquelle s'étaient jetés les six évadés a pu aborder sur le littoral africain, à Soliman près de Tunis.
Les malheureux purent croire que leur délivrance était définitive.
Ils se trompaient.
Le bruit de leur arrivée fut bientôt connu et, sur la demande du consulat italien, la police locale s'empressa de les mettre en état d'arrestation.
Cette mesure précipitée n'est encore que profondément vexatoire : elle serait absolument monstrueuse si elle était suivie de la livraison des six évadés au gouvernement italien, qui réclame sa proie.
Il n'y aurait pas de mépris, de sifflets et de crachats que ne mériteraient les hommes qui auraient fait de la République française la geôlière du roi-polichinelle Umberto.

LE PARLEMENT

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Séance du 4 juin

Présidence de M. **Brisson**, président
La séance est ouverte à 2 h.

Le dépôt du budget

M. Cochery, ministre des finances, dépose sur le bureau de la Chambre le projet de budget pour 1897.
Le dépôt de ce projet qui on le sait comporte la suppression des contributions personnelle et mobilière et des portes et fenêtres et l'établissement d'un impôt sur les revenus, est salué par les bravos ironiques de l'extrême gauche.

L'anniversaire de la Commune

Discours du citoyen Renou

M. le président. — [illegible] M. Renou une demande d'interpellation sur les mesures de police prises dans les derniers cimetières les 24 et [illegible] mai dernier.
M. Barthou, ministre de l'intérieur — [illegible] aux ordres de la Chambre.
La discussion immédiate est ordonnée.
Le citoyen **Renou** [illegible] aussi [illegible]
[illegible]
M. Barthou, ministre de l'intérieur. — Assurément la propagande des idées appartient à tous les citoyens [illegible] condition qu'elle respecte les lois du pays.

INCIDENT

[illegible]

Discours du citoyen Faberot

Le citoyen **Faberot** — [illegible]
[illegible]
M. le président. — La Commune était une insurrection contre le suffrage universel. Elle a été réprimée à ce titre.
Le citoyen **Clovis Hugues** — [illegible] pas d'importance. (Exclamations.)
M. **le président** — Je n'en laisserai pas faire l'apologie. La République est créée de la volonté nationale et nullement de la Commune.
Le citoyen **Faberot** — Puisque je ne puis parler de la Commune, je parlerai du Seize-Mai. Les royalistes et les bonapartistes, les centres qui n'ont pas d'opinion ne peuvent nous empêcher de demander la liberté pour les uns comme pour les autres. De leur part, il faut s'attendre à tout, la peur leur fera faire un jour ce qu'ils n'osent encore faire aujourd'hui. (Applaudissements à l'extrême-gauche).
M. le président. — Je ne puis laisser passer sans protestation ces paroles.
Le citoyen **Jaurès** — M. Deschanel en a dit autant. (Agitation).
Le citoyen **Faberot**. — On soudoie grassement la police (rires) pour noy[illegible]